

Questions orales

voudrait que les pays en question aient à affronter une situation encore plus grave qu'à l'heure actuelle où ils souffrent de la famine, un fléau que nous ne connaissons pas au Canada. Cette année, la production de certaines de nos usines a augmenté de 250,000 tonnes et j'ai su que certaines usines travaillaient 24 heures par jour, sept jours sur sept pour fabriquer les produits nécessaires à notre pays et à d'autres pays du monde. Je ferai d'ailleurs une déclaration à ce sujet très bientôt.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je voudrais signaler aux députés qu'ils sont nombreux à vouloir poser des questions et des questions supplémentaires. La période de questions sera limitée et nous aurons d'autres affaires importantes à régler en fin d'après-midi, si bien que certains députés vont être déçus. Je ne sais d'ailleurs pas s'il est sage de poser trop de questions supplémentaires. Pour l'instant, la parole est au député de Lisgar.

LES ŒUFS—L'IMPOSITION DE CONTINGENTS À
L'IMPORTATION

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Maintenant que le bill C-4, concernant les licences d'exportation et d'importation a été adopté, j'aimerais demander au ministre si ce bill va être mis en application et de quelle manière, s'il va y avoir des contrôles et de quel genre afin de régler immédiatement le problème des œufs?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, d'ores et déjà un communiqué devrait se trouver dans la boîte aux lettres de chaque député indiquant qu'il sera nécessaire d'obtenir une licence pour l'importation des dindes et des œufs à partir de minuit ce soir, le 8 mai 1974.

* * *

LES FINANCES

LE MANQUE À GAGNER RÉSULTANT DES DÉGRÈVEMENTS ET
DES AMORTISSEMENTS CONSENTIS L'AN DERNIER

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme le sous-ministre des Finances a déclaré lundi qu'il essaierait de nous renseigner dès hier au sujet de la perte prévue de recettes en raison de la réduction des impôts des sociétés en faveur des entreprises de fabrication et de transformation et de la disposition relative aux amortissements rapides, le ministre s'est-il entretenu de cette question avec son sous-ministre et dans l'affirmative, est-il maintenant en mesure de nous fournir aujourd'hui ces renseignements?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai donné une réponse assez complète à cette question hier au chef de l'opposition et au chef du parti du député.

M. Nystrom: Le ministre des Finances peut-il assurer la Chambre qu'il nous donnera ce chiffre dans les jours prochains et de préférences avant la fin du mois?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Si nous devons être encore ici, je pourrais donner cette assurance.

[M. Whelan.]

[Français]

LE SPORT

ON DEMANDE SI LE BILL C-22 SERA MODIFIÉ

Mlle Monique Bégin (Saint-Michel): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, pour clarifier la stratégie du football canadien ou du football de l'opposition. Le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre les circonstances de sa déclaration à l'effet qu'il était prêt à modifier le bill C-22, et dire de quelles circonstances il s'agissait?

M. l'Orateur: Le ministre peut répondre brièvement à la question posée par l'honorable député de Saint-Michel. Normalement, si l'honorable ministre a des renseignements de substance à donner à la Chambre, cela devrait être fait à l'appel des motions, mais je donnerai la parole à l'honorable ministre à condition qu'il soit bref.

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, la politique du gouvernement sur ce sujet a été très claire tout au long du débat. Le comité de la Chambre a adopté le bill hier, et je tiens à déclarer catégoriquement que je ne considère pas la possibilité d'apporter aucune modification au projet de loi, tel qu'adopté par le comité hier.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

L'INCIDENCE DE LA RÉDUCTION DES IMPÔTS DES
PARTICULIERS SUR LE NIVEAU DE VIE

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du ministre des Finances. Avant-hier soir, le ministre a déclaré qu'une occasion s'offrait pour améliorer le niveau de vie de chaque Canadien. Le ministre est-il convaincu que la réduction des impôts des particuliers qui représente une diminution de 98c. par semaine pour le Canadien moyen suffira à combattre l'inflation et à améliorer son niveau de vie alors que ses gains réels ont baissé de près de \$3 par semaine?

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de Cape Breton-East Richmond.

* * *

LES SPORTS

LE CAS DU RUGBY ET LE BILL RELATIF AUX ACTIVITÉS DE LA
LMF

M. Donald MacInnis (Cap Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire qui se rattache à une question déjà posée à propos du football. J'aimerais demander quelque chose au premier ministre à propos du projet de loi inconsideré sur le football. J'aimerais lui demander, en tant que protecteur du rugby au Canada, pourquoi le gouvernement a permis qu'un bill qui ne reconnaît pas les droits du rugby soit présenté à la Chambre?